



Technopôle Atalante-Champeaux - C.S. 14226
35042 RENNES CEDEX
Tél : 02-23-48-26-44 - Fax : 02-23-48-26-45



Rennes, le 15 juillet 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE

Revenu agricole 2007, les agriculteurs bretons ne profitent pas de l'embellie nationale.

En 2007, l'augmentation de 17 % du revenu agricole en France, principalement due à la flambée des cours des céréales, est loin de représenter la réalité de toutes les régions françaises.

Forte de ses actifs agricoles répartis sur tout le territoire, moteurs de l'économie régionale, la Bretagne, région d'élevage, a subi de plein fouet la hausse du prix des céréales à travers le prix des aliments pour animaux (1 agriculteur = 5 emplois).

A ce phénomène vient s'ajouter une mauvaise conjoncture en production hors sol (- 38 % de revenu par rapport à 2006) et en maraîchage - horticulture (diminution du revenu de 49 %), productions importantes dans notre région.

La Bretagne, déjà à l'avant-dernier rang des régions françaises en 2006, a vu le revenu de ses agriculteurs diminuer de 32 % en 2007 !

La profession agricole a, de tout temps, fait le choix du maintien des hommes sur le territoire mais cela n'est possible qu'en leur assurant un revenu décent !

Face à la volatilité croissante des marchés et aux perspectives de désengagement communautaire sur la gestion de marché, la FRSEA Bretagne et les JA Bretagne sont inquiets quant à l'avenir de l'agriculture bretonne, secteur essentiel à l'équilibre socio-économique de la région.

Même si une partie des solutions réside dans l'optimisation de l'organisation des producteurs à laquelle nous réfléchissons déjà, la profession agricole bretonne demande que :

- des solutions soient trouvées afin de répercuter les hausses des prix des matières premières sur les prix de vente des produits agricoles,
- les positions françaises du bilan de santé de la PAC tiennent compte de la situation de l'agriculture bretonne, créatrice d'emplois directs et indirects, de valeur ajoutée, d'aménagement du territoire et faiblement dotée en aides/actifs (16^{ème} rang des régions françaises),
- une plus grande transparence sur les marges et les prix pratiqués au sein des filières et notamment du côté des GMS.

Sans des décisions politiques fortes pour assurer une juste rémunération aux agriculteurs bretons, l'agriculture bretonne qui tient un rôle prépondérant dans la dynamique socio-économique de notre région est en péril.

CONTACT : Laurent KERLIR, président de la FRSEA Bretagne - Tél : 06 75 86 74 63